

La raison des plus riches

Il avait annoncé la couleur et ses premières décisions l'ont confirmé : Macron est bien le Président qui veut prendre aux pauvres pour donner aux riches.

La première mesure phare qu'il veut mettre en œuvre dans l'urgence ? Ce sont les « **ordonnances** » pour casser le Code du travail. Il veut les prendre pendant l'été, au mépris du débat démocratique. **Les effets attendus** ? Une plus grande facilité pour licencier, pour baisser les salaires, pour empêcher les salariés de se défendre, bref pour créer du travail bon marché et jetable.

Il ne s'arrêtera pas là : Macron veut aussi augmenter la CSG, ce qui aurait pour effet notable de baisser le pouvoir d'achat des retraités. Il attaque les également notre droit à la retraite : **il veut tenter d'imposer une retraite « par points » dès 2018**. Son principe ? On sait combien on cotise, on ne sait pas combien on touchera !

Il s'en prend aussi aux fonctionnaires, désignés une fois encore comme les boucs-émissaires des déficits publics. Réduire leur nombre de 120.000 ? Mais lesquels ? **Et qui fera leur travail** ? Va-t-on encore fermer des hôpitaux ? Va-t-on refuser plus de bacheliers à l'Université ?

La baisse des aides au logement ? 800.000 étudiants vont être frappés de plein fouet. Et 60% du total de ces allocations sont versés à des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Tout cela doit être fait... pour notre bien à tous ! Car tout le monde sait bien « qu'il faut baisser les déficits » et « réduire les dépenses publiques » pour mieux se porter, qu'il faut pouvoir licencier facilement pour résorber le chômage, qu'il faut baisser les allocations logements pour faire baisser les loyers ou qu'il faut retarder l'heure du départ à la retraite... pour permettre aux jeunes de trouver du travail ! **Macron serait donc un homme courageux qui ne veut nous faire du mal que pour notre bien**. Mais s'il faut baisser les déficits, pourquoi annonce-t-il dans le même temps une baisse de l'impôt sur la fortune ou sur les valeurs mobilières ? Pourquoi des économistes reconnus cal-

culent-ils que ces « réformes » vont bénéficier principalement aux 1% les plus riches ? Quelles mesures prend-il, dans l'urgence, contre l'évasion fiscale ?

Pourquoi consolider, en le transformant, le CICE qui a déjà coûté beaucoup d'argent, qui va en coûter encore plus, pour « créer des emplois », alors que le patron du MEDEF lui-même est incapable de nous dire combien d'emplois ce dispositif a déjà créés ? Une démocratie foulée aux pieds, un libéralisme autoritaire qui s'installe au bénéfice des plus riches et au détriment des plus pauvres, est-ce vraiment ce que nous voulons ?

Ensemble, nous devons dire NON à cette formidable régression que Macron prépare. Salariés du secteur privé, fonctionnaires, retraités, étudiants ou chômeurs : nous qui ne vivons ni de nos rentes ni de nos dividendes, nous devons nous battre ensemble. C'est le seul moyen de stopper le rouleau compresseur qui s'appête à écraser nos droits, au profit des plus riches. Ensemble, disons non à la politique libérale de Macron et de son gouvernement !

Ce que revendique la CGT pour toutes et tous !

- Hausse du SMIC à 1800 euros ; hausse des pensions de retraite et des minima sociaux sur la base de cette proposition de SMIC.
- Mise en œuvre effective de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes avec mesures contraignantes (pénalités financières) pour les entreprises non respectueuses.
- Réduction du temps de travail à 32 heures de référence hebdomadaire avec négociation de mise en œuvre par branche.
- Retraite à 60 ans avec taux de remplacement à 75 % minimum du SMIC.
- Renforcement de la Sécurité sociale.
- Code du travail simplifié renforçant les droits des salariés.
- Plan de reconquête et de développement des services publics.

Ensemble, manifestons le 12 septembre
Contre la politique gouvernementale, pour gagner de nouvelles conquêtes sociales, tous en grève et en manifestation !